

*Colloque européen*

## **Quelle politique commune pour l'agriculture et les zones rurales après 2013 ?**

*Mercredi 16 Septembre 2009 – Stockholm, SUEDE*

La crise financière déclenchée aux Etats-Unis il y a plus d'un an, fait désormais ressentir ses lourdes conséquences sur l'économie globale. On ignore encore la portée de l'onde de choc réelle mais l'on en perçoit déjà les effets sur les forums d'experts internationaux, qui reconsidèrent plus favorablement la régulation des marchés. Étonnamment, l'agriculture et la politique agricole qui sont habituellement l'objet d'un débat permanent et passionné en Europe, semble à l'écart de cette remise en question. En effet le débat européen sur la régulation en matière agricole est lourdement handicapé par – notamment - l'explosion des dépenses de la PAC avant 1992. Malgré le processus de réforme enclenché par Ray Mac Sharry puis alimenté par tous ses successeurs, la PAC reste vivement critiquée, jugée inéquitable, coûteuse, inadaptée, incohérente avec les autres politiques communautaires. Ces constats empêchent le débat approfondi dont aurait besoin l'UE sur la place de l'agriculture et du développement rural et la régulation qu'ils réclament.

La PAC est remise en cause mais l'avenir de la régulation européenne en matière agricole ne se jouera pas avant les discussions sur les perspectives financières au-delà de 2013. Ces négociations, qui auront lieu en 2011, définiront le budget attribué à la PAC et partant, la capacité de régulation de l'UE en la matière. Ces débats menés par le Conseil Eco-Fin, sont redoutés par les partisans d'une politique forte et commune, qui gardent en mémoire les tristes batailles de chiffres autour des contributions nationales, que se sont livrés les Etats lors des précédentes négociations budgétaires.

Afin que la PAC, politique la plus affaiblie sur le plan de la légitimité, ne soit pas la victime des arbitrages budgétaires, les Ministres de l'agriculture européens depuis l'ouverture de la Troïka des présidences française, tchèque et suédoise de l'UE, mènent un débat de fond peu connu du public sur l'avenir de la politique agricole après 2013. Ce débat a lieu lors des Conseils agricoles informels, il contribue à discuter des enjeux de fond actuellement réglés par la PAC. Il participe à définir une politique, renouvelée, adaptée aux défis de moyens termes, pour défendre *in fine* un budget agricole sur la base d'un nouveau projet de régulation. Le débat est loin de remporter un consensus, les Etats de la Troïka actuelle montrent déjà trois approches différentes de la PAC.

La Commissaire Mariann Fischer-Boël a récemment ouvert une discussion pour repenser l'architecture des paiements directs avec en toile de fond l'idée de repenser la philosophie de la régulation agricole au sein de l'UE. Les ministres de l'Agriculture des Etats membres de l'UE en ont débattu, lors de leur réunion informelle du 30 mai au 2 juin à Brno, en République tchèque. Ce débat sera poursuivi sous présidence suédoise de l'UE. La Commission européenne présentera durant l'été ou au début de l'automne 2010 une communication lançant un débat public sur ce thème. À la mi-2011, la Commission fera des propositions législatives sur l'avenir des paiements directs agricoles, en même temps que les propositions sur les perspectives financières post-2013. Ainsi se dessine au fil des débats, l'avenir de la PAC après 2013.

C'est pourquoi *Notre Europe* et le *SIEPS-Swedish Institute of European Policy Studies*, invitent des experts, décideurs politiques, représentants de la Commission et chercheurs à échanger autour de cette question : « Quelle doit être la régulation commune de l'agriculture et des zones rurales après 2013 ? ». Ces think tanks invitent des représentants de la présidence suédoise de l'UE et la Commission à exposer leur vision de l'avenir avant d'ouvrir une réflexion en deux temps : sur le rôle de la PAC dans l'intégration européenne (1) et les évolutions souhaitables de la politique après 2013 (2).